



Le courrier des retraités du pays de Châteaubriant

Mars 2024

Conflit Israël-Palestine : regards de femmes

4-5 minutes

L'attaque terroriste du Hamas et les bombardements israéliens ont un impact chez les juifs et musulmans de France. La résurgence et l'exacerbation de l'antisémitisme depuis le 7 octobre sont insupportables. Des juifs troquent la kippa contre une casquette. Pour les musulmans, la discrimination et le racisme ne font que s'amplifier.

Le samedi 7 octobre en Israël, le Hamas tue plus d'un millier de personnes. Plus de 200 individus sont pris en otage. La riposte israélienne est cruelle. Sous la médiation du Qatar et des États-Unis, un accord est trouvé le 22 novembre 2023 pour la libération d'otages israéliens et de prisonniers palestiniens en échange d'une trêve dans les combats. L'onde de choc touche aussi l'Europe. Paris, Lyon ou Marseille et bien des villes de France connaissent une recrudescence d'actes antisémites.

À Strasbourg, Sara, 71 ans, qui ne cache pas son appartenance à la communauté ashkénaze, demande à son aîné de ne plus mettre la kippa à Paris et de porter une casquette. « C'est déjà une restriction grave. Cela dénote une peur qui pour moi n'est pas fondée. Ni mon fils ni mon petit-fils n'ont été traités de sales juifs », avoue-t-elle. Elle partage la déclaration du syndicat CFDT : « On ne peut pas admettre que des juifs soient visés parce que juifs et se sentent menacés et agressés du fait de leur croyance. »

Petits-enfants mobilisés

Tout souci n'est pas écarté. Sara évoque les inscriptions antisémites au centre-ville de Strasbourg où une série de tags menaçant de mort les juifs ont été découverts sur les murs extérieurs d'une école au matin du vendredi 4 novembre. Elle confie par ailleurs les interrogations d'une amie qui se trouvait le 7 octobre en Israël. « Elle a assisté à tous ces drames. Elle ne savait pas si elle devait revenir ou rester là-bas pour soutenir sa fille dont les petits-enfants sont

mobilisés. »

Dans son entourage, beaucoup vivent entre la France et Israël. Si des parents âgés restent encore en France, leurs familles se sont installées en Israël.

Sara soupçonne un revirement de l'opinion publique. « Les Gazaouis font pitié, sont pauvres et démunis. Israël est fort et son armée bombarde. Nous les juifs du monde, on ne peut pas oublier ces massacres du 7 octobre mais on s'interroge. La riposte n'est-elle pas disproportionnée ? Il faut que cela s'arrête. »

Regretter la colonisation

« Quand les armes se seront tuées, que se passera-t-il ? Créer deux États, c'est un vœu pieux. La bande de Gaza est en ruine et la Cisjordanie a été "bouffée" progressivement par la colonisation. Cela, beaucoup d'Israéliens et de juifs du monde le regrettent. C'est le résultat de la politique du Premier ministre Netanyahu », poursuit Sara. Elle se pose la question de l'opportunité et de la faisabilité de la « solution à deux États » qui devrait conduire à la coexistence pacifique.

En banlieue de Strasbourg, Nina, 40 ans, chargée de développement social, évoque le conflit avec des mamans sortant d'une rencontre. « Le peuple palestinien a le droit de vivre en paix », dit-elle. Yasmine ne comprend pas « pourquoi cette haine contre les musulmans de France alors que ce

conflit se déroule à Gaza ». Leïla, 55 ans : « Je veux la paix. Les juifs souffrent, les Arabes souffrent. »

Sara, Nina, Yasmine et Leïla avaient leur place aux côtés de la CFDT, le 12 novembre, à la marche contre l'antisémitisme pour manifester leur attachement à la paix et appeler à l'apaisement et à la concorde.

[Denis Ritzenthaler - Union Confédérale des Retraités



C'était en 2014, à Gaza : un Palestinien porte le corps d'une jeune fille tuée par une frappe israélienne.

En 2024, on sait que le bilan est épouvantable...

5-6 minutes

Personnes âgées et retraitées une mobilisation essentielle le 9 juin 2024

Elections européennes du 9 juin 2024

Le 9 juin prochain auront lieu les élections pour le renouvellement du Parlement européen. À quoi cela va-t-il servir ? Le Parlement est-il vraiment utile, notamment pour nous, les personnes âgées et retraitées ?

Le 9 juin prochain auront lieu les élections pour le renouvellement du Parlement européen. At quoi cela va-t-il servir ? Cette formule quelque peu provocatrice reflète, hélas, trop souvent la mentalité ambiante, fondée sur un certain « désamour » de l'Europe mais surtout sur une ignorance de ce qui s'y passe. Le Parlement est-il vraiment « utile », notamment pour nous les personnes âgées et retraitées ?

80% des lois promulguées au niveau de l'Union européenne (UE) le sont avec l'accord du Parlement. C'est ce que l'on appelle la « codécision » entre la Commission, non élue, mais qui propose des lois (directives et/ou règlement, dans le langage européen) et les députés du Parlement européen, élus démocratiquement au suffrage universel dans les 27 pays de l'Union européenne. Si le Parlement s'y oppose, une proposition législative de la Commission ne peut être mise en œuvre. D'où l'importance de sa composition.

Suivant la « coloration » du Parlement, l'Union sera celle des marchés, de la finance, des affaires ou elle sera un peu plus sociale, plus soucieuse des travailleurs et travailleuses et des personnes âgées et retraitées.

Mais qu'a déjà fait l'Europe pour nous ?

Quand nous étions encore au travail, et sous l'impulsion de Jacques Delors a été mis en place la négociation collective au niveau européen, entre les syndicats et les employeurs, appelé le « dialogue social ». Celui-ci a généré des accords qui ont été déclinés et mis en œuvre dans tous les pays (accord sur le congé parental le temps partiel, le travail à durée déterminée, le télétravail, l'égalité hommes-femmes, la violence au travail, etc...). Sans oublier les règlements et directives, comme le règlement en matière de Sécurité sociale, qui permet, peu importe le lieu et la raison pour laquelle on se déplace en Europe (voyages, travail ou pour prendre sa retraite), de garder ses droits, en cas de maladie, d'hospitalisation ou si l'on est au chômage pour chercher du travail ou pour toucher sa pension si l'on est retraité.

Tout aussi concrètement, pendant la crise du Covid,

l'Union européenne a permis le déploiement rapide des vaccins, que notre pays, seul, ne pouvait pas fournir, ce qui a permis à 80 % de la population européenne de se faire vacciner.

Toutefois, il reste encore beaucoup (trop ?) à faire, notamment chez les personnes âgées et retraitées, comme le demande et ce sur quoi se bat la **Fédération européenne des retraités et personnes âgées (Ferpa*)**. Il y a aujourd'hui, en Europe, plus de 100 millions de personnes retraitées et âgées, dont 30 % sont des retraités pauvres. Cette situation est particulièrement aggravée pour les femmes retraitées qui ont des pensions inférieures de 25 % à celles des hommes.

Les revendications européennes pour les retraités

C'est pourquoi, la Ferpa demande à l'UE, la mise en place partout dans l'Union d'une pension minimale européenne pour toutes et tous supérieure au seuil de pauvreté. Assurer le revenu est nécessaire, mais ce n'est pas suffisant. La crise du Covid a montré que les personnes âgées en ont été les principales victimes.

Aussi est-il indispensable, notamment dans une société vieillissante de garantir une bonne prise en charge des personnes retraitées en partant d'autonomie, à domicile ou en établissement, ce qui nécessite des personnels de santé en nombre suffisant, correctement rémunérés et bien formés. Pouvoir vivre dans la dignité, quel que soit l'âge, voilà ce que revendique la Ferpa.

Encore faut-il que les « décideurs » européens soient à la hauteur pour satisfaire ces demandes. Or, en juin, avec la montée des populismes et de l'extrême droite que l'on constate partout y compris en France, le danger est grand et réel. Si le Parlement basculait de ces côtés, que tout ce qui fait notre présent et notre devenir soit balayé, au profit du monde de l'argent, du profit et des intérêts particuliers.

C'est pourquoi, il est important de se mobiliser – les personnes retraitées et âgées forment le quart de l'électorat – et de faire entendre notre voix, en allant voter !

[Henri Lourdelle, conseiller spécial de la Ferpa]

